

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 14/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMPTOIR AGRICOLE Erstein
35 ROUTE DE STRASBOURG
67270 HOCHFELDEN

Code AIOT : 0006700496

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2023 dans l'établissement COMPTOIR AGRICOLE Erstein implanté 9 rue Georges BESSE - 67150 ERSTEIN. L'inspection a été annoncée le 09/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est motivée par des plaintes de voisinage dénonçant des nuisances de pollutions atmosphériques et sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPTOIR AGRICOLE Erstein
- 9 rue Georges BESSE - 67150 ERSTEIN
- Code AIOT : 0006700496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COMPTOIR AGRICOLE est spécialisée dans la collecte, le séchage, le stockage et le conditionnement de céréales sur la commune d'Erstein.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le respect des dispositions de l'article 1.1 (Niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement) et l'article 1.2 (Réduction de la nuisance) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/02/2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réduction de la nuisance sonore	AP Complémentaire du 01/02/2023, article 1.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement	AP Complémentaire du 01/02/2023, article 1.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont révélé des non-conformités par rapport aux dispositions de l'article 1.1 (Niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement) et l'article 1.2 (Réduction de la nuisance) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/02/2023.

Aussi, en application de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, un projet d'arrêté de mise en demeure a été préparé en ce sens avec une échéance de 6 mois.

L'inspection demande que lui soit transmis au fil de l'eau, les éléments qui attestent de la mise en place des actions apportées pour lever les non-conformités précitées.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réduction de la nuisance sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/02/2023, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction de la nuisance sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant réalise d'ici le 30/10/2023, les diagnostics et travaux utiles à la réduction de la nuisance mise en évidence par le rapport susvisé de mesures acoustiques: émergence nocturne supérieure à 3 dB(A) dans un spectre dominé par les basses fréquences, dans la propriété d'un tiers voisin, en zone résidentielle.</p> <p>Deux campagnes de mesures acoustiques sont réalisées pour vérifier l'efficacité des travaux menés en termes de réduction d'émergence ainsi que la conformité aux dispositions corrigées de l'article 57 de l'arrêté préfectoral :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la première lors de la campagne de séchage d'automne (maïs), • la seconde lors de la prochaine campagne de séchage d'été (tournesol). <p>Ces campagnes sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations dont les rapports de mesures rendent compte. Les rapports sont adressés à l'inspection des installations classées dès leur parution. Ils sont accompagnés de commentaires de l'exploitant.</p> <p>En cas de non-respect de valeurs-limites :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le fait est explicitement signalé dans le commentaire ; • la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués ; • les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais. »
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'excuse pour la transmission tardive du rapport des mesures acoustiques réalisées en octobre 2023 sur son site. Ce rapport ayant été transmis fin octobre, a nécessité plusieurs relectures et échanges avec le Bureau d'Etudes (BE), qui ont entraîné des révisions avec compléments d'information.</p> <p>L'inspection confirme qu'elle a bien réceptionné le rapport précité, le matin même de l'inspection.</p> <p>L'exploitant, accompagné de son BE acoustiques, présentent à l'inspection le rapport et les explications techniques.</p>

La campagne de mesures a été réalisée le 16/10/2023, lors de la campagne de collecte du maïs, comprenant des mesures de bruit ambiant pour les trois périodes réglementaires de jour, intermédiaire et de nuit. Des mesures de bruit résiduel ont également été réalisées le 21/03/2023, hors période de récolte, afin de permettre le calcul des émergences au droit du voisinage. Dans les conditions usuelles de fonctionnement du site, seul le séchoir principal Satigest (maïs) est en fonctionnement après 22h00. Par conséquent, le séchoir secondaire Roulin (tournesol) a été coupé pour les mesures en période nocturne (après 22h00). Après 23h10, le site complet a été mis à l'arrêt.

Les conclusions du rapport daté du 21/11/2023, sont les suivantes :

« Les mesures réalisées le 16/10/2023, en limites de propriété du Comptoir Agricole et au droit de la propriété d'un plaignant, ont permis de caractériser les niveaux sonores en limite de propriété du site et les émergences au droit du plaignant. Les mesures ont été réalisées pour les 3 périodes réglementaires, en contexte ambiant pour tous les points, et en contexte résiduel au droit du plaignant, afin de permettre le calcul des émergences. En limite de propriété du site, des non-conformités apparaissent en période intermédiaire et nocturne, aux points 1, 2 et 5. Au droit du plaignant, les seuils d'émergence sont dépassés pour les 3 périodes réglementaires. ».

L'exploitant précise qu'au cours du 1^{er} semestre 2023, des travaux de mise en place de panneaux d'isolation phonique ont été réalisés sur le bâtiment du séchoir principal Satigest (maïs).

De plus, afin de réduire la source de bruit générée par l'aspirateur mobile, une commande a été passée pour l'achat d'un nouvel aspirateur avec diffuseur silencieux. La date de livraison sur site n'est pas connue à ce jour. Des essais préalables avec mesures sonores ont été réalisés préalablement afin de s'assurer que ce dernier soit conforme aux nouvelles valeurs prescrites.

L'inspection interroge l'exploitant du fait que des non-conformités persistent sur les émissions sonores du site et qu'il va falloir proposer des engagements sur les actions correctives prévues ou les démarches engagées par l'exploitant pour les déterminer, mais aussi avec des engagements en termes de délais. En effet, d'une part, les seuils d'émergence sont dépassés allant de 10,5 à 17,5 dB(A) pour une émergence maximale autorisée à 3 dB(A). D'autre part, les niveaux sonores sont dépassés de 1 à 7,5 dB(A).

L'exploitant indique que son BE acoustiques a réalisé un rapport de mesures et d'études avec des propositions de traitement afin de réduire l'impact sonore du site.

Par ailleurs, l'exploitant signale qu'il a engagé une réflexion de fond sur le processus d'exploitation global du site qui ne semble plus répondre plus aux exigences du groupe. Cette réflexion prendra du temps en études, car l'investissement financier sera important et de ce fait, il est prudent de ne pas se précipiter.

En outre, des études sont en cours, pour engager des travaux par la mise en place de pièges à son sur les aspirations d'air du séchoir secondaire Roulin (tournesol). Des demandes de devis sont en cours afin d'engager des travaux pour le 1^{er} semestre 2024.

Post-visite, par courriel du 28/11/2023, l'exploitant a adressé le rapport de mesures et d'études précité, daté du 21/11/2023.

L'exploitant indique aussi dans son courriel, vouloir informer rapidement l'inspection des démarches concrètes déjà engagées et à venir par rapport aux propositions du BE acoustiques destinées à réduire les sources émettrices de bruit.

L'inspection ne peut regretter que l'exploitant n'est pas remis à l'inspection un rapport avec notamment des engagements en termes de délais sur des actions correctives prévues et les démarches engagées. L'exploitant ne fait part que d'études, mais sans apporter la preuve de commandes passées.

L'inspection conclut de fait que les non-conformités persistent sur les émissions sonores du site et que le rapport remis ne répond pas aux exigences définies en termes d'engagements et de délais.

Ceci constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 1.2 (Réduction de la nuisance).

L'inspection proposera un délai de 6 mois dans le projet de mise en demeure, considérant que les deux séchoirs sont maintenant à l'arrêt puisque les récoltes 2023 sont séchées. Les prochaines ne devraient pas intervenir avant l'été 2024.

Il est attendu de la part de l'exploitant pendant ce délai qu'un plan d'actions avec des engagements en termes de délais, soit adressé à l'inspection

L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de respecter dans un délai de 6 mois les prescriptions de l'article 1.2 (Réduction de la nuisance) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/02/2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/02/2023, article 1.1	
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement	
Prescription contrôlée : <i>« Les dispositions de l'article 57 de l'arrêté préfectoral susvisé du 26/09/1986 sont abrogées et remplacées par les suivantes : « En limite de l'établissement les niveaux acoustiques maximaux admissibles sont ceux du tableau suivant :</i>	
<i>Période de jour (*)</i>	<i>65</i>
<i>Périodes intermédiaires</i>	<i>60</i>
<i>Période de nuit</i>	<i>55</i>
(*) - période de jour, pour les jours ouvrables : 7 heures à 20 heures ; - périodes intermédiaires, pour les jours ouvrables : 6 heures à 7 heures, 20 heures à 22 heures. Pour les dimanches et les jours fériés : 6 heures à 22 heures ; - période de nuit, pour tous les jours : 22 heures à 6 heures. » »	
Constats : Le rapport des mesures acoustiques demandé par l'article 1.2 (Réduction de la nuisance) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/02/2023, a été réalisé le 16/10/2023. Celui-ci a été réceptionné par l'inspection, le matin même de l'inspection. Les conclusions du rapport daté du 21/11/2023, sont les suivantes : <i>« Les mesures réalisées le 16/10/2023, en limites de propriété du Comptoir Agricole et au droit de la propriété d'un plaignant, ont permis de caractériser les niveaux sonores en limite de propriété du site et les émergences au droit du plaignant. Les mesures ont été réalisées pour les 3 périodes réglementaires, en contexte ambiant pour tous les points, et en contexte résiduel au droit du plaignant, afin de permettre le calcul des émergences. En limite de propriété du site, des non-conformités apparaissent en période intermédiaire et nocturne, aux points 1, 2 et 5. Au droit du plaignant, les seuils d'émergence sont dépassés pour les 3 périodes réglementaires. ».</i> D'une part, l'inspection note que les mesures montrent que le site n'est conforme à la réglementation qu'en période jour, en limites de propriété. Des non-conformités sont établies en périodes intermédiaire et nocturne, en limites de propriété aux points 1, 2 et 5. D'autre part, pour les mesures faites au point A, au droit du voisinage, la valeur seuil pour les émergences n'est pas respectée pour toutes les périodes et les niveaux limites au point A ne sont pas respectés en période intermédiaire et en période nuit. L'inspection conclut de fait que les non-conformités persistent sur les émissions sonores du site. Ceci constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 1.1 (Niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/02/2023. Il est attendu de la part de l'exploitant qu'un plan d'actions soit mis en œuvre pour la commodité du voisinage. De nouvelles mesures des émissions sonores du site seront réalisées à l'issue des travaux afin de vérifier que le site respecte les niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement. L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de respecter les prescriptions de l'article 1.1 (Niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/02/2023.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription	

Proposition de délais : 6 mois
